



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 11– 13 mai 2021

En bref

La Fédération étasunienne du travail et le Congrès des organisations industrielles ont déposé la première plainte contre le Mexique dans le cadre du T-MEC. La pétition indique que les travailleurs de l'usine de pièces automobiles Tridonex à Matamoros se sont vu refuser une représentation syndicale indépendante et auraient été harcelés et licenciés après avoir tenté de s'organiser. Le Mexique est notamment accusé de ne pas respecter les dispositions relatives au droit du travail énoncées au chapitre 23 de l'accord Mexique-États-Unis-Canada, car il viole les droits à la liberté et à la démocratisation syndicale. Le gouvernement américain aura 30 jours pour déterminer si l'affaire est fondée. Dans ce cas, un accord devra être conclu avec les États-Unis dans un délai de 55 jours pour éviter un panel. Si un accord n'est pas conclu, le panel établi pourrait imposer des amendes ou des droits de douane à l'usine faisant l'objet de l'enquête s'il constate un déni des droits du travail.

LE CHIFFRE À RETENIR

+6,3%

Le prix moyen du panier
alimentaire de base au Mexique

Zoom sur le sucre à Cuba : nouveaux résultats décevants de la récolte 2020-2021.

Avec une récolte totale estimée à 816 000 tonnes de sucre pour la saison 2020-2021 (contre 7 MT dans les années 1980, 1,8 MT en 2017 et 1,3 MT en 2018), soit 68% du plan de production fixé pour cette année (1,2 MT), l'industrie sucrière cubaine pourrait connaître l'une des saisons les plus basses de son histoire. Le consortium public cubain Azcuba, en charge de ce secteur productif, a invoqué principalement l'effet du durcissement de l'embargo américain sur la production. Les difficultés liées à l'approvisionnement en carburant, les défaillances techniques, l'obsolescence de l'outil de production (avec un défaut chronique d'investissements) et les problèmes de transport de la canne à sucre auraient affecté la qualité de la récolte. Plus significative encore a été

la diminution du rendement industriel (relation entre la canne à sucre broyée et le sucre produit), qui atteindrait un coefficient de 8,62% contre un objectif initial de 9,53%. De même, le rendement de la récolte de canne est actuellement de 44 TM/ha, largement inférieur à la moyenne mondiale (65 TM/ha). Des 56 centrales sucrières du pays, seules 38 usines ont participé à la récolte actuelle (contre 43 en 2019/2020). 12 unités auraient été retardées dans leur calendrier opérationnel du fait d'un taux d'humidité trop élevé dans les champs et une insuffisance ou un retard dans l'approvisionnement des intrants.

Le volume de production actuel serait réparti entre 416 000 tonnes pour la consommation nationale (contre des besoins estimés à environ 700 000 T par an) et 400 000 tonnes à la Chine, selon un accord bilatéral négocié entre les deux pays. En contrepartie, en 2018 déjà, une production insuffisante avait contraint l'île à importer du sucre (notamment français) afin de subvenir aux besoins de la population.

Longtemps première recette d'exportation du pays en devises, le sucre est désormais dépassé par d'autres activités, telles que les exportations de services médicaux, les transferts de fonds de migrants et le tourisme. Les exportations de sucre et dérivés ont ainsi représenté 212 MUSD en 2019, soit 7,8% du total (4^{ème} poste de ventes à l'étranger), et environ 3% du total d'entrées de devises du pays.

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 13 mai, le Mexique enregistrait 219 901 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit +0,9% en une semaine. 2 375 115 cas confirmés ont été enregistrés (+0,8% en une semaine).

2 FINANCES PUBLIQUES

Le Sénat envisage de moderniser l'impôt spécial sur la production et les services (IEPS) sur les

boissons alcoolisées. Il est proposé de taxer la teneur en alcool et non son coût de production. Cela permettrait notamment une meilleure perception de l'impôt, le développement soutenable des champs, plus d'égalité de traitement entre les petits producteurs de boissons distillées et fermentées, ainsi qu'une dissuasion à la consommation excessive d'alcool chez les jeunes.

Les services de l'administration fiscale (SAT) ont renforcé le contrôle, ce qui a contribué à atteindre les 995 Mds MXN (41 Mds EUR) de recouvrement prévus pour le premier trimestre de l'année 2021. L'augmentation du recouvrement des impôts est due au fait que les contribuables ont pris conscience de la

campagne de sensibilisation du Trésor public en matière de respect des obligations fiscales, de sorte que les entreprises se sont tournées vers l'autocorrection et que les particuliers se sont également régularisés pour éviter des pénalités. Aussi, la collecte des impôts est plus élevée au T1 de 2021 qu'aux deux T1 des deux années précédentes sans pandémie.

3 ÉCONOMIE

BBVA relève son estimation du PIB mexicain pour 2021 à 4,7%. Cela représente une amélioration de 1,5 point de pourcentage par rapport à la précédente estimation du groupe, qui était de 3,2%. Cette révision à la hausse serait notamment due à une meilleure performance économique locale attendue, additionnée à une reprise de l'économie américaine qui devrait être plus élevée que prévue.

En avril, l'inflation a atteint son niveau le plus haut depuis décembre 2017, selon l'Inegi. Elle s'est établi à 6,08% g.a. en avril, dépassant ainsi la fourchette cible de Banxico (3% +/-1%). Par secteur d'activités, le prix des services a notamment augmenté de 2,53% g.a., tandis que le prix des marchandises a crû de 5,59% g.a. et celui des produits agricoles ou des carburants de 12,34% g.a.. La hausse des prix des produits de base au niveau mondial en particulier ajoute une pression importante à l'indice des prix à la consommation. L'inflation devrait ensuite progressivement diminuer jusqu'au T3 de 2021, selon les estimations.

Le prix moyen du panier alimentaire de base a enregistré une hausse de 6,3% g.a. dans les supermarchés en avril. Il s'agit de son niveau le plus élevé depuis le début de l'année. Notamment, les conditions météorologiques défavorables et la hausse des prix internationaux

ont conduit à une augmentation générale des prix de certains produits. Par exemple, le prix des volailles a augmenté de 12,9% g.a., celui du riz de 27,2% g.a. et celui des citron sans pépins de 58,7% g.a..

Les prix à la production enregistrent quant à eux une hausse de 4,92% g.a. en avril, soit leur niveau le plus bas depuis décembre 2020. Notamment, les prix des producteurs qui travaillent dans une activité primaire ont connu une hausse de 6,78% g.a., tandis que les producteurs travaillant dans une activité secondaire ont subi une augmentation des prix de l'ordre de 6,61% g.a., et ceux dans une activité tertiaire de 1,53% g.a..

La confiance des consommateurs a augmenté de 2,31% en avril, soit sa plus forte hausse depuis octobre 2020. Cette augmentation pourrait être due à la campagne de vaccination contre le COVID-19, ainsi qu'à la baisse du nombre d'infections. Elle retrouve donc son niveau pré-pandémie, sous l'effet d'une amélioration de la situation économique actuelle des membres du ménage et de la capacité à acheter des biens durables.

La consommation s'est améliorée en mars et a rebondi en avril après de plus faibles performances en février, selon BBVA Research. L'indice de consommation indique que la consommation a augmenté de 10% g.a. en février, puis de 17% en mars et 50% en avril. Notamment, il y aurait eu un rebond des dépenses dans les transports, les hôtels et les restaurants.

La création d'emplois formels au Mexique a enregistré en avril le chiffre le plus bas depuis le début de l'année 2021. L'institut mexicain de sécurité sociale (IMSS) indique que 44 774 emplois formels auraient été récupérés en avril.

En glissement annuel, les emplois récupérés sont en légère augmentation de 0,7%. Les secteurs économiques où l'emploi a crû sont la construction avec 10,8%, la transformation avec 3,5%, les transports et communications avec 2,1% et les industries extractives avec 0,5%.

Le secteur de l'assurance au Mexique est confronté à de nouveaux défis en raison de la pandémie selon Arturo Herrera, le ministre des finances et du crédit public. Il représente seulement 2,3% du PIB, indiquant une faible pénétration. Le Mexique serait donc le pays de l'OCDE avec la couverture la plus faible, la moyenne étant de 8,9% du PIB. Le paiement moyen de l'assurance par habitant est par ailleurs de 216 USD par an au Mexique, alors qu'il est 2,4 fois plus élevé au Chili et 1,45 fois plus élevé en Argentine. Par ailleurs, seul 25% de la population est assurée et les femmes sont moins couvertes que les hommes (10 points de base de différence pour l'assurance maladie notamment). La pandémie a encore augmenté les défis auxquels est confronté le secteur, celui-ci devra à l'avenir faire progresser l'inclusion financière, l'éducation financière, et la numérisation entre autres.

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

La Commission fédérale de la concurrence économique (Cofece) enquête sur de possibles pratiques monopolistiques sur le marché de la production, de la commercialisation et de la fourniture d'électricité. Les actes identifiés qui peuvent constituer des violations de la loi seront mis en lumière dans un rapport. Le décret publié n'a pour but que de signaler le début de l'enquête. La Cour Suprême a ainsi accepté de traiter la controverse de la Cofece contre la réforme de l'électricité, mais refuse sa suspension.

Le juge Juan Pablo Gomez, spécialisé dans la concurrence économique, a accordé une suspension provisoire et avec effets généraux aux articles 57, 4 et 6 de la loi sur les hydrocarbures entrée en vigueur le 5 mai. L'action est due à l'injonction des entreprises Grupo Base Energeticos, Pharaoh International Products, Antluc, Distribuidora de Combustibles Mil et Dalia Pilar Lamarque Picos, titulaires de permis, qui seraient affectées par la réforme.

L'annulation du nouvel aéroport international de Mexico (NAIM) affecte les états financiers de l'aéroport international de Mexico et jette un doute sur la viabilité des activités du principal aéroport du pays, selon un audit réalisé par Mazars. L'état financier du Grupo Aeroportuario de la Ciudad de México (GACM) génère un doute important sur la poursuite de son activité. Après l'annulation de l'aéroport de Texcoco, le gouvernement actuel a notamment décidé de liquider les trusts, dont le MEXCAT, qui disposaient de réserves de 6 Mds USD pour financer le projet d'aéroport.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 13/05 /2021
Bourse (IPC)	-0,65%	+35,28%	48 172,07 points
Taux de change USD/MXN	-1,6%	-16,83%	19,94
Taux de change EUR/ MXN	-0,9%	-6,87%	24,09
Prix du baril mexicain	-0,68%	+188,2%	62,43

Amérique centrale

1. Costa Rica

Importer pour le Costa Rica coûtera 6,6% de plus cette année. L'importation d'intrants comme le pétrole, l'acier ou encore l'alimentation du bétail coûtera plus cher en 2021, notamment du fait d'une augmentation des prix des matières premières. Le pétrole raffiné connaîtra par exemple une augmentation de son prix de 41,7%, entraînant une augmentation du prix des importations de 4,7% pour le Costa Rica.

Le taux de chômage au premier trimestre 2021 atteint 18,7% au Costa Rica. A fin mars 2021, 458 000 costariciens étaient au chômage, soit 144 000 personnes de plus que l'année dernière à la même période. Comparativement au trimestre antérieur (fin 2020), le taux de chômage a diminué de 1,3 points de pourcentage, mais reste cependant élevé. Les femmes continuent d'être davantage touchées par le chômage, avec un taux de chômage égal à 26,1%, contre 13,7% pour les hommes. La problématique du sous-emploi est également un autre problème qui s'ajoute à celui du chômage, et qui paralyse le marché du travail costaricien. On estime à 16,4% les personnes travaillant moins de 40 heures/semaine, et désirant travailler davantage, dont 20% de femmes et 14,3% d'hommes. De son côté, l'informalité est évaluée à 46,6% de la population active costaricienne.

2. El Salvador

Suite à la destitution de l'ensemble des juges de la Cours suprême et du Procureur général par la nouvelle Assemblée à majorité pro gouvernement, le conseiller spécial américain pour les pays du Triangle nord, Ricardo Zúñiga, s'est entretenu avec le conseil d'administration de l'Assemblée. Cette réunion, où les parties

d'oppositions se sont vu refuser l'entrée et qui s'est tenue avec les seuls représentants du parti Nuevas Ideas, a été l'occasion pour le diplomate américain de réitérer les condamnations des événements passés et de tenter de trouver des solutions pour un renforcement de la démocratie. Les partis d'oppositions se sont tout de même réjouis de la rapidité de la réponse américaine alors que le Sénat des Etats-Unis réfléchit à des moyens de pressions sur l'exécutif.

La BCIE a annoncé le lancement de deux fonds pour financer des projets durables et sociaux pour un montant total de 875 MUSD. Ces fonds soutiendront des initiatives dans les domaines de la mobilité électrique, de l'eau, de l'assainissement et des énergies renouvelables. En détails, 375 MUSD iront vers des projets « verts » et 500 MUSD seront orientés sur des projets plus sociaux. Ce paquet de financement servira tant au secteur public qu'au privé.

3. Guatemala

Dans ses conclusions préliminaires suite à la visite officielle au titre de l'Article IV, le FMI a particulièrement incité le pays à appuyer son souhait d'attraction des IDE par des réformes structurelles. Le Fonds a notamment souligné la nécessité de réformes en matière d'encadrement du travail à temps partiel, de simplification des démarches administratives et de procédures d'insolvabilité des entreprises. Le FMI a enfin rappelé l'importance de redynamiser l'investissement en infrastructures.

L'indice d'activité économique mensuel (IMAE) a atteint en mars la valeur la plus élevée des quinze derniers mois, à 6,9%, illustrant le rebond économique du pays. Au premier trimestre, l'IMAE a augmenté de 3,9% g.a notamment grâce à la dynamique des secteurs agricole, de la construction, de l'industrie manufacturière et du secteur automobile. Les exportations ont quant à elles augmenté de 13% g.a. au mois de mars

pour atteindre 3,4 Mds USD. Cette accélération de la reprise économique intervient alors que le FMI a confirmé sa prévision de 4,5% de croissance pour le pays en 2021.

Dans le cadre du dialogue national « Une nouvelle orientation pour la Nation » organisé par le syndicat patronal CACIF, l'organisation a présenté une série de propositions dont l'inclusion des travailleurs à temps partiel ou des professionnels indépendants pour améliorer la couverture de la sécurité sociale. L'organisation a souligné l'importance du travail avec les organisations internationales dans l'achat d'infrastructures, d'équipements médicaux et de médicaments pour continuer de garantir la transparence des dépenses. La CACIF s'est par ailleurs réjoui de l'augmentation de 3,4% g.a. de personnes inscrites au registre de la sécurité sociale. Malgré cette dynamique, seule 25% de la population bénéficie du système de sécurité sociale.

La multilatina guatémaltèque CMI a procédé à la plus importante émission d'obligations vertes de l'histoire de la région centraméricaine & Caraïbes. A l'occasion du 100e anniversaire du groupe, sa filiale CMI Energia a émis 700 MUSD au taux de 6,25% et à échéance 2029, ayant notamment permis de refinancer un crédit syndiqué de 300 MUSD. Ce placement (structuré par la banque franco-britannique Rothschild & Co) s'est effectué notamment auprès d'investisseurs américains (56%), européens (29%) et latino-américains (12%), et a été noté Ba3 par Moody's et BB- par S&P comme par Fitch.

4. Honduras

Le FMI a annoncé une hausse de 215 MUSD du fonds Stand-By accordé au Honduras en 2019 pour atteindre 769 MUSD dans le cadre de leur quatrième revue du programme avec la Banque centrale. L'instance internationale, consciente

de la situation économique dégradée du pays (recul du PIB de 9% en 2020) et du retard sur le plan de vaccination a justifié cette augmentation par des fondamentaux solides et une indulgence suites aux catastrophes naturelles qui ont touché le pays. Cet octroi supplémentaire reste cependant soumis à l'approbation du conseil d'administration du FMI, prévu en juin.

Les recettes fiscales douanières ont atteint 450 MUSD (10,8 Mds HNL) au premier trimestre, soit une hausse de respectivement 10% et 7% par rapport à 2020 et 2019. Les deux principales sources de revenus douanières sont l'impôt sur les ventes et la taxe sur le carburant.

5. Nicaragua

Au premier trimestre 2021, les foyers nicaraguayens ont reçu 500,4 MUSD de transferts des migrants, soit 18% de plus qu'au T1 2020. La Banque centrale précise que 61% de ses remesas provenait des Etats-Unis, 15% de l'Espagne et 13% du Costa Rica. Les remesas représentaient 15% du PIB en 2020 alors que 20% de la population totale nicaraguayenne vit à l'étranger, principalement aux Etats-Unis et au Costa Rica et que la moitié est sans papiers.

6. Panama

Le déficit budgétaire panaméen totalise les 992,1 M USD pour le 1^{er} trimestre 2021. Selon le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), le solde entre recettes et dépenses pour l'Etat panaméen est supérieur de 18,9% à celui enregistré un an plus tôt. Les dépenses ont augmenté d'environ 7,9% pour atteindre 3,5 Mds USD. De manière plus spécifique, les dépenses de fonctionnement du secteur public ont augmenté de 12% (soit 309 M USD). A l'inverse, les dépenses d'investissement ont chuté de 6,6% par rapport à l'année dernière, elles totalisent 679,4 M USD. La maîtrise des dépenses publiques, notamment

de fonctionnement (salaires et primes), est remise en question par plusieurs économistes, dont Olmedo Estrada, ancien président du Collège des économistes du Panama. Pour beaucoup, les partenariats publics-privés doivent être développés afin stimuler la croissance économique par l'investissement public.

L'Autorité Maritime de Panama (AMP) a lancé un appel d'offre relatif à la réhabilitation et exploitation du chantier naval de Balboa pour les 20 prochaines années. Une douzaine d'entreprises ont répondu à l'appel d'offre du 26 février 2021. Ce nouveau marché public fait suite à l'échec du concessionnaire MEC Shipyards, qui en 2012 avait remporté l'appel d'offre pour l'exploitation du chantier naval de Balboa, et qui 5 ans plus tard s'est retrouvé dans l'incapacité de payer la redevance (19,5 M USD). L'AMP a fait le choix de réviser le montant de la redevance due par le futur concessionnaire, et a fixé le prix de celle-ci à 12 M USD pour l'ensemble du contrat public (initialement dans l'appel d'offre la redevance était de 18 M USD). Ainsi le futur concessionnaire devra s'acquitter mensuellement d'une redevance de 50 000 USD (soit 600 000 USD à l'année), en plus d'un investissement total estimé à 20 MUSD.

Les entreprises de la Zone Franche de Colon réclament une baisse des impôts. Pour l'Association des utilisateurs de la Zone Libre de Colon (ZLC), le nouveau projet de loi relatif à la modernisation du système logistique de la zone franche, discuté actuellement à l'Assemblée Nationale, n'est pas suffisant pour le commerce de la zone. Ledit projet de loi devrait en effet, mettre en place, selon l'Association, à la fois une réduction d'impôts pour les entreprises sur place, ainsi qu'un processus de réinvestissement des fonds apportés par la ZLC à l'Etat. Avant la pandémie, la ZLC apportait par exemple annuellement à l'Etat panaméen près de 50 M USD. Selon le Président de l'Association, Edwin Chen, investir dans la ZLC et dans la province de Colon permettrait de créer un écosystème économique intégré, au service d'une relance économique de la province entière. Aujourd'hui, le projet de loi, visant à modifier une loi de 2016

relative à la ZLC, souhaite simplifier les démarches administratives et financières des entreprises présentes dans la zone franche, notamment en leur permettant d'embaucher 15% de travailleurs étrangers (au lieu de 10%). Par ailleurs, ce projet de loi a pour objectif d'améliorer la traçabilité des fonds qui entrent et sortent de la zone franche, afin de lutter contre le blanchiment de capital et le financement du terrorisme.

Le secteur bancaire panaméen observe une tendance haussière des crédits. Alors qu'au premier trimestre 2021, le marché des banques a essuyé une chute de 29% de la demande de crédits (- 1,4 Mds USD par rapport au premier trimestre 2020) depuis, la tendance semble s'inverser et on observe l'augmentation d'une demande qualifiée de crédits. Au fur et à mesure de la levée des restrictions liées à la crise sanitaire, le marché bancaire est reparti à la hausse en termes de crédits nouveaux. La Présidente de l'Association Bancaire de Panama, Aimeé Sentmat de Grimaldo remarque un regain de confiance de la part des entreprises dans le marché bancaire. Par ailleurs, la diminution du portefeuille de crédits modifiés, aujourd'hui estimé à 19 Mds USD, permet également de redynamiser le marché du crédit bancaire, permettant ainsi aux banques de disposer d'une nouvelle capacité financière au service de nouveaux crédits. Enfin, il est rappelé, tant par le Superintendant des banques, que par l'Association Bancaire de Panama, que la bonne santé du marché bancaire et la demande de crédits nouveaux dépendent largement du programme de vaccination du pays.

L'ensemble des recettes du Gouvernement panaméen pour le premier trimestre 2021 ont atteint 1,7 Mds USD, soit une augmentation de 30,4% par rapport à ce qui avait été budgété. Néanmoins, le niveau de recouvrement pour le premier trimestre 2021 est loin d'atteindre celui de l'année 2019, soit +2 Mds USD. De leur côté, les recettes fiscales ont atteint le montant de 1,3 Mds USD, soit une augmentation de 2,1% par rapport à l'année antérieure. Cette augmentation s'explique notamment par un

recouvrement plus important relatif aux impôts directs (+19,7%), en particulier l'impôt sur le revenu des personnes morales et physiques. En revanche, les impôts indirects ont connu une chute de 17,2%. A ce titre, avec une baisse de la consommation liée à la crise, la part de l'ITBMS (impôt assis sur la consommation de biens et de services) dans les recettes fiscales de l'Etat a connu une diminution significative.

Caraïbes

1. République Dominicaine

Dix-huit pays latino-américains ont signé la déclaration de Punta Cana, marquant leur engagement pour relancer le tourisme. Dans le cadre de la "Réunion extraordinaire des ministres du tourisme", plusieurs ministres du tourisme d'Amérique latine ont accepté l'invitation de leur homologue dominicain, David Collado, et de l'Organisation Mondiale du Tourisme à se réunir à Punta Cana pour faire du tourisme un pilier du développement durable et mener des interventions efficaces pour la relance post-pandémie de COVID-19. Parmi les engagements pris on notera : donner la priorité à l'adoption de protocoles sanitaires unifiés afin de faciliter les voyages, promouvoir le tourisme durable en favorisant l'inclusion et l'égalité femmes-hommes, promouvoir les partenariats public-privé et inscrire la relance du tourisme dans une vision de long terme qui place la conservation, la préservation et la protection de la diversité biologique au cœur de ses stratégies.



Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 13 mai 2021</i>
Costa Rica	279 926 Décès : 3 514
Cuba	120 561 Décès : 778
Guatemala	238 787 Décès : 7 832
Haïti	13 268 Décès : 269
Honduras	222 992 Décès : 5 853
Jamaïque	47 020 Décès : 834
Nicaragua	7 086 Décès : 184
Panama	369 455 Décès : 6 288
El Salvador	70 915 Décès : 2 173
République dominicaine	274 319 Décès : 3 560

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international